

Montoir-de-Bretagne. Yara, cancre des industriels de la basse-Loire

[Presse Océan](#) Franck LABARRE. Publié le 11/10/2022 à 18h25

Un rassemblement pour dénoncer les pollutions environnementales récurrentes de la société de production d'engrais agricoles Yara est organisé vendredi 14 octobre 2022. Un sujet majeur avec le chapelet d'industries classées Seveso implantées le long de la Loire.



Les responsables de plusieurs associations environnementales et humanistes appellent à un rassemblement vendredi soir devant la sous-préfecture de Saint-Nazaire | PO-F. LB

Fuites polluantes récurrentes, mises en conformité promises prônées par la Dreal (*) mais jamais réalisées malgré plusieurs arrêtés préfectoraux... Leader mondial de la production d'engrais de synthèse au terminal agroalimentaire du port de Montoir-de-Bretagne, la société Yara (capitaux norvégiens, 167 salariés à Montoir, trois sites en France) est une installation industrielle classée Seveso Seuil Haut. Et pour Marie-Aline Le Cler, la porte-parole de l'ADZRP (Association dongeoise des zones à risques et du PPRT), même si l'entreprise Yara n'est pas le seul site à risques dans le secteur, elle coche vraiment toutes les cases !.

Manque de transparence sur les accidents industriels

Malgré les alertes rédigées par les inspecteurs de la Dreal, les arrêtés pris par le préfet de Loire-Atlantique assortis d'astreintes financières journalières (150 €/jour), la direction de Yara continue de faire la sourde oreille à toutes ces injonctions de mise en conformité. Il y

a encore eu trois fuites récemment : acide nitrique (en décembre 2021), acide phosphorique (de janvier à juillet 2021) -pollutions non médiatisées- et la dernière en date le 8 septembre 2022 (acide sulfurique), informent les lanceurs d'alerte locaux.

La Dreal a en outre pointé du doigt la structure vieillissante de cette usine des années 70. La protection de la salle de contrôle de l'atelier d'acide nitrique, pour éviter le risque toxique et d'explosion, est demandée à l'industriel depuis 2015 : elle n'a toujours pas été effectuée. C'est le cœur du site Yara, là où les robinets peuvent être coupés, illustre un intervenant. Si les salariés affectés à ce lieu de pilotage ne sont pas en état d'intervenir, que se passera-t-il ? Les trois réservoirs d'Elengy, pleins de gaz en prévision de l'hiver, sont à 1,5 km de Yara et la raffinerie Total n'est guère plus éloignée.

Le yo-yo permanent entre la Dreal et Yara

Autre petit souci : Les deux cuves d'ammoniac répertoriées en Classe 3 (outil dégradé) depuis 2019 doivent être inspectées tous les ans. Or, de l'aveu même du directeur du site M. Ménard, la dernière surveillance remonte à 2019 ! (rapport de la Dreal du 22 juin 2022). Silence du préfet sur ce dossier depuis....

Autant de (bonnes) raisons pour qu'une campagne de travaux soit urgemment lancée. Ce que réclament sans relâche les associations qui dénoncent le yo-yo permanent entre la Dreal et Yara pour stopper les pollutions des sols, de l'air et de l'eau depuis des années, comme l'acte pour la fin 2021 un arrêté du préfet pris en... 2015.

« Yara est une bombe à retardement », comme Lubrizol

Yara qui concentre l'essentiel du feu des critiques -mais le producteur d'engrais n'est pas le seul- a intégré en juillet 2021 le Plan Vigilance renforcée (comme onze autres sites en France). On ne demande pas la fermeture de Yara, nous voulons la suspension de l'activité pendant 2 ou 3 mois le temps que des travaux indispensables soient réalisés. Les importants stocks d'engrais ne mettront pas l'agriculture française en situation difficile..., estiment, caustiques, les représentants des diverses associations de défense environnementale et humanistes. Celles-ci organisent une manifestation pour alerter la population sur les risques encourus. Cet appel à se rassembler ce vendredi 14 octobre 2022, à 17 h 30 devant la sous-préfecture à Saint-Nazaire, va être l'occasion d'interpeller l'État qui fait l'autruche alors qu'on a ici une bombe à retardement . De leur sentiment unanime, une explosion chez ce voisin du gazier Elengy serait pire que le drame de l'usine Lubrizol, classée Seveso, survenu à Rouen fin septembre 2019.

(*) Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.